

Service Environnement, Sous-Produits,
Alimentation Animale et Pharmacie

ANGERS, le 09/11/2022

Cité Administrative - 49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROIRIE (SCEA DE LA)

La Roirie
LA FERRIERE DE FLEE
49500 SEGRE-EN-ANJOU BLEU

Références : 2022_10_18 Rapport Inspection SCEA DE LA ROIRIE
Code AIOT : 0054900781

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement ROIRIE (SCEA DE LA) implanté La Roirie LA FERRIERE DE FLEE 49500 SEGRE-EN-ANJOU BLEU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôle dans le cadre de la conditionnalité et au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROIRIE (SCEA DE LA)
- La Roirie LA FERRIERE DE FLEE 49500 SEGRE-EN-ANJOU BLEU
- Code AIOT : 0054900781
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Production porcine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Distances vis-à-vis des autres éléments de l'environnement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-3-c	/	Lettre de suite préfectorale	
13	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet
3	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet
12	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Mettre à jour le plan de masse avec l'affectation des différents bâtiments ;
- Réaliser des analyses du fumier issu des porcs charcutiers et des gestantes afin de caractériser le type de fertilisant azoté ;
- Mettre en place un extincteur à poudre dans le local fioul servant à alimenter les engins agricoles de l'exploitation ;
- Mettre en rétention les bidons d'huiles et autres produits dangereux de l'atelier, ainsi que le pistolet distributeur présent dans le local fioul servant à alimenter les engins agricoles de l'exploitation ;
- Mettre en place une disconnexion physique entre le réseau privé et le réseau public d'alimentation en eau ;
- Mettre à jour le plan du réseau de collecte des effluents d'élevage ;
- Mettre en place un entretien régulier du réseau de collecte des eaux pluviales ;
- Respecter les distances d'épandages vis-à-vis des autres éléments de l'environnement ;
- Apporter des mesures correctives aux différentes non-conformités relevées dans le cahier d'épandage ;
- Mettre en place une couverture flottante de type paille conformément à vos engagements lors de la réalisation de votre dossier de réexamen.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : - L'installation a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation avec prescriptions complémentaires le 21/02/2020 pour une capacité de 260 truies et/ou verrats, 28 cochettes non saillies, 2433 porcs de plus de 30 kg et 610 porcelets de moins de 30 kg. - Les effectifs présents lors du contrôle sont de 183 truies et/ou verrats, 27 cochettes non saillies, 1942 porcs de plus de 30 kg et 418 porcelets de moins de 30 kg. La capacité maximale de l'installation est respectée. - L'affectation de certains bâtiments et le réseau de collecte des effluents de l'installation ne sont plus conforme au plan joint dans l'arrêté préfectoral du 21 février 2020 (arrêt d'une maternité tampon et de la nurserie, création d'un nouveau quai d'embarquement, d'un nouveau local machine à soupe et d'une infirmerie pour les truies, ainsi que d'un nouveau local stockage fuel).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les abords de l'installation sont correctement entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté – Insectes – Rongeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
Constats : La dératisation externe est assurée par une société extérieure, et celle dans les bâtiments d'élevage est assurée par les exploitants.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
Constats : - L'élevage des maternités, d'une partie des gestantes, du post-sevrage, ainsi que d'une partie des porcs à l'engraissement est pratiqué sur caillebotis intégral. L'installation dispose de pré-fosses, d'une fosse bateau non couverte et de deux fosses bétons couvertes pour un volume utile total de 4370 m3 permettant de répondre aux capacités de stockage minimales requises pour les élevages porcins (7,5 mois). - L'élevage du reste des gestantes et des porcs à l'engraissement est pratiqué sur aire paillée. L'installation dispose d'une fumière non couverte et d'une fumière couverte pour une superficie utile totale de 360 m ² permettant de répondre aux capacités de stockage minimales requises pour les élevages porcins (7 mois). Par ailleurs, les crottes des truies issues des maternités sont ramassées quotidiennement et stockées sur la fumière non couverte de 200m ² . - Le jour du contrôle, il a été constaté un paillage insuffisant au niveau des porcs à l'engraissement, voir inexistant au niveau des gestantes. La nature de l'effluent produit par les gestantes et raclé quotidiennement, est plus de type lisier, et le fumier des porcs à l'engraissement curé toutes les 5 semaines, est plus de type fumier mou. Les 2 effluents d'élevage sont stockés et mélangés dans la fumière couverte. L'effluent obtenu ne permet pas de caractériser le type de fertilisant azoté. Par ailleurs, au vu de la nature liquide des effluents générés par les gestantes sur litière raclée, une réflexion de votre part doit être menée pour mettre en place à la sortie de la fumière couverte, un dispositif de sécurité afin d'éviter tout déversement dans le milieu naturel. - Le jour du contrôle, il a également été constaté des fuites le long d'un des murs de la fumière couverte, dues à une mauvaise gestion de celle-ci (fumier stocké trop en hauteur).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats : - La défense interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs présents et régulièrement contrôlés. Je vous rappelle que les moyens de défense interne doivent être adaptés aux risques à défendre, notamment des extincteurs "dioxyde de carbone" à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>- Le jour du contrôle, il a été constaté l'absence d'un extincteur à poudre polyvalente dans le local stockage de fioul pour les engins agricoles de l'exploitation.</p> <p>- La défense externe contre l'incendie est assurée par une réserve à incendie située à moins de 200 mètres des bâtiments d'élevage. Une signalétique est à mettre en place pour indiquer l'accès au service de secours en cas de besoin.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé en novembre 2017. Je vous rappelle que la fréquence de contrôle des installations électriques est de tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>
<p>Constats : - Les stockages de fioul présents sur le site sont en rétention. - Le jour du contrôle, il a été constaté l'absence de rétention des bidons d'huiles et autres produits dangereux présents dans l'atelier. Je vous rappelle aussi que les bidons d'huiles et autres produits dangereux vides doivent être évacués vers les filières spécialisées de traitement. - Le jour du contrôle, il a été constaté la présence d'une fuite de fioul au niveau du pistolet de distribution présent dans le local dédié au stockage du fioul pour les engins agricoles de l'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.
Constats : - L'alimentation en eau de l'installation est assurée par un forage situé sur la parcelle cadastrale n°625 section A , et par le réseau public en cas de besoin. - L'ouvrage de prélèvement d'eau est équipé d'un compteur volumétrique, et des relevés mensuels sont réalisés. - Par ailleurs, l'ouvrage doit disposer d'un dispositif de disconnexion qui ne s'apparente pas aux protections intégrées tels que les vannes métal, mais à une coupure physique réelle et complète avec le réseau d'eau potable pour éviter les phénomènes de retour d'eau (aspiration de l'eau du puits vers le réseau public en cas de dépression).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Constats : - Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage n'est pas conforme au plan joint dans l'arrêté préfectoral du 21 février 2020. - Le lisier des porcs d'engraissement du bâtiment créé en 2010, des maternités, de la maternité tampon, et des gestantes, est collecté dans un premier temps dans les pré-fosses situées sous caillebotis (volume totale utile de 1564 m3), avant d'être dirigé vers la fosse couverte de 1200 m3. Il en est de même concernant le purin issu de la fumière couverte de 160 m². - Le lisier du post-sevrage, est quant à lui collecté dans un premier temps dans les pré-fosses situées sous caillebotis (68 m3), avant d'être dirigé vers la fosse couverte de 96 m3 présente sous la fumière non-couverte de 200 m², puis vers la fosse couverte de 1200 m3. - Le lisier du bâtiment ancien d'engraissement et de la quarantaine, est quant à lui collecté dans un premier temps dans les pré-fosses situées sous caillebotis (volume totale utile de 533 m3), avant d'être dirigé vers la fosse bateau non-couverte de 908 m3. - Par ailleurs, le problème d'étanchéité du tuyau d'évacuation du lisier de la maternité tampon mentionné dans le rapport d'inspection d'octobre 2018, est toujours d'actualité. Au vu de l'arrêt définitif de fonctionnement de cette maternité tampon, une réflexion de votre part doit être menée pour soit prévoir des travaux d'étanchéification, ou soit supprimer le dispositif d'évacuation. - Le jour du contrôle, le regard de drainage de la fosse couverte de 1200 m3 a été contrôlé. Aucune non-conformité n'a été relevée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Collecte des eaux de pluie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p> <p>Constats : Le jour du contrôle, il a été constaté un manque d'entretien du réseau de collecte des eaux pluviales (gouttières bouchées et descentes de gouttières déboîtées).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Distances vis-à-vis des autres éléments de l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-3-c
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines « ou des particuliers. Cette distance est réduite à 35 mètres lorsque ces prélèvements sont réalisés » en eaux souterraines (puits, forages et sources) ; - 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ; - 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.
<p>Constats : Le jour du contrôle, il a été constaté l'épandage de fumier sur la tête du forage situé sur la parcelle cadastrale n°625 secteur A. Je vous rappelle que l'épandage des effluents d'élevage est interdit à moins de 35 mètres des prélèvements d'eau réalisés en eaux souterraines (puits, forages et sources).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 12 : Déchets et sous-produits animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
Thème(s) : Élevage, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Présence d'une aire d'équarrissage dédiée avec une cloche et une enceinte réfrigérée prévues pour l'enlèvement des animaux morts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque ilot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Constats : - Le jour du contrôle, aucune analyse de soupe des porcs à l'engraissement n'a pu être présentée pour justifier du caractère biphasé de l'alimentation donnée aux animaux. Concernant les truies et le post-sevrage, le caractère biphasé a été justifié par la présentation des compositions des aliments.</p> <p>- Dans le calcul de la production d'azote épandable par catégorie d'animaux, la répartition des truies sur paille ou sur caillebotis doit tenir compte de vos pratiques actuelles. Il en est de même concernant les porcs charcutiers, où le nombre indiqué doit tenir compte du nombre d'animaux produits à l'année.</p> <p>Par ailleurs, le calcul de la production d'azote épandable pour les porcs à l'engraissement produits, doit tenir compte de l'évolution du poids moyen à l'abattage depuis l'arrêt du sexage des porcs (0,030 kg d'azote par kg de différence de poids d'abattage).</p> <p>- Le respect de l'équilibre en phosphore n'est pas démontré dans le cahier d'épandage. Je vous rappelle que cette mesure est une obligation réglementée par le SDAGE Loire-Bretagne.</p> <p>- Les bordereaux d'exportation sont présents et démontrent l'exportation de lisier chez les deux repreneurs (GAEC DES FLEES et SARL BEUCHARD). Après contrôle des bordereaux, il a été constaté une exportation supérieure à celle prévue dans la convention d'épandage établie pour la SARL BEUCHARD. Ainsi, pour la campagne culturale 2021/2022, 660 unités d'azote de plus ont été exportées vers ce repreneur (1330 unités d'azote pour 670 unités d'azote). Il est à noter que ce constat a déjà été effectué lors des deux précédents contrôles (en 2016 et 2018).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Mise en œuvre des MTD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
Constats : - Le jour du contrôle, il a été constaté l'absence de couverture flottante sur la fosse bateau non-couverte. - Au regard de votre dossier de réexamen, vous vous étiez engagés à couvrir cette fosse à l'aide d'une couverture flottante de type paille. À ce titre, vous devez respecter la MTD n° 16 par la mise en place d'une couverture flottante afin de réduire au maximum les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de votre fosse à lisier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale